

Les réseaux et les domaines de programme du CRDI

Efforts comparables, influence sur les politiques

Mars 2006

En 2006, le CRDI a procédé à une évaluation d'envergure du soutien qu'il a accordé aux réseaux de recherche de 1995 à 2005. Cette évaluation a nécessité l'examen de la documentation du Centre, des entrevues avec des acteurs clés, un forum sur l'apprentissage et un sondage mené par téléphone et par courriel auprès de centaines de coordonnateurs et de membres de réseaux.

Dans le cadre de cette enquête, 110 coordonnateurs appartenant à environ 80 réseaux de recherche différents ont répondu à toute une série de questions sur leurs réseaux. Les questions ont porté sur quatre domaines correspondant à des domaines de programme du CRDI, à savoir la *gestion des ressources naturelles (GRN)*, la *politique sociale*, la *politique économique*, et les *technologies de l'information et de la communication (TIC)*.

Pour certains aspects, l'enquête n'a révélé aucune différence significative entre les réseaux selon les domaines dont ils s'occupaient, c'est-à-dire qu'à certains égards ils présentaient tous les mêmes caractéristiques. Par ailleurs, certaines différences significatives tombent tellement sous le sens (par exemple on retrouve davantage de spécialistes des sciences naturelles que de spécialistes des sciences sociales parmi les coordonnateurs qui s'occupent de gestion des ressources naturelles) qu'il est inutile d'en tenir compte. Plusieurs différences inattendues et déconcertantes entre les différents domaines sont cependant apparues.

L'enquête a porté notamment sur la relation entre le domaine des réseaux et leur organisme d'hébergement et leur région, sur la composition du réseau et sur différents aspects de la coordination du réseau. L'examen de ces éléments a révélé des données intéressantes, toutes présentées dans le détail dans le rapport intégral de l'enquête; toutefois, cette catégorie de constatations est avant tout descriptive. Nous nous concentrerons plutôt ici sur les résultats plus directement liés aux objectifs proprement dits du CRDI en matière de développement, et plus particulièrement à l'influence sur les politiques publiques.

SOUTIEN ACCORDÉ AUX RÉSEAUX PAR LE CRDI : DES PARTENAIRES SATISFAITS

La nature du rôle du CRDI auprès des réseaux semble liée au domaine. Un pourcentage plus élevé de réseaux de GRN (66 %) déclarent que le CRDI est un conseiller officiel; ce n'est le cas que de 32 % des réseaux axés sur les TIC, de 47 % de ceux axés sur la politique sociale et de 42 % de ceux qui s'occupent de politique économique. Par ailleurs, les réseaux axés sur la politique sociale (93 %) et la politique économique (92 %) sont plus nombreux que les réseaux axés sur les TIC (75 %) à déclarer que le CRDI joue un rôle de donateur/bailleur de fonds.

Les réseaux de tous les domaines se disent très satisfaits de l'engagement du CRDI. Au chapitre de l'administration et de la gestion, les réseaux axés sur la politique économique (87 %) et la politique sociale (83 %) sont plus nombreux à se dire très satisfaits du soutien du CRDI; l'écart est particulièrement marqué par rapport aux réseaux axés sur les TIC (58 %). En ce qui concerne le contenu, les réseaux axés sur la politique économique (70 %) et sur la politique sociale (62 %) sont très satisfaits du soutien du CRDI, tandis que c'est le cas de 41 % seulement des réseaux oeuvrant dans le domaine des TIC.

L'engagement du CRDI au chapitre du contenu du réseau est considérable. Le Centre contribue à la diffusion des résultats de la recherche, au réseautage, à la conception et à la mise en place des recherches, etc. La seule différence marquée entre les domaines est qu'un pourcentage plus élevé de réseaux de GRN (43 %) déclarent recevoir de l'aide en matière de perfectionnement professionnel que les réseaux des autres catégories.

On a demandé aux réseaux de suggérer des moyens d'améliorer le soutien accordé par le CRDI au chapitre du contenu. Il ressort à cet égard que les réseaux axés sur la politique économique et la politique sociale (16 % dans les deux cas) ont été plus nombreux à mentionner l'accroissement de l'information (c'est-à-dire éducation, formation, publications, etc.) que les réseaux des autres catégories.

COMMUNICATIONS : UNE MULTITUDE DE MOYENS

Les membres des réseaux communiquent entre eux et avec les autres par le truchement de réunions face-à-face, d'appels téléphoniques, de courriels ou d'autres moyens électroniques. On fait appel à des modes de communication différents selon le domaine.

Les réseaux axés sur la politique sociale (15 %) sont plus nombreux que les réseaux axés sur la politique économique (3 %) à tenir des réunions face-à-face tous les mois. Par contre, ces derniers (57 %) sont plus nombreux que les réseaux des autres catégories à tenir des réunions face-à-face quelques fois par année.

La moitié des réseaux de GRN déclarent communiquer par téléphone soit tous les mois (23 %), soit quelques fois par année (27 %). Par ailleurs, 27 % des réseaux axés sur la politique économique disent communiquer par téléphone quelques fois par année. Les réseaux axés sur les TIC (24 % toutes les semaines) disent communiquer plus régulièrement par téléphone que les réseaux de GRN (9 % toutes les semaines).

Seulement 5 % des réseaux de GRN communiquent quotidiennement par courrier électronique ou d'autres moyens électroniques. Les réseaux des autres catégories communiquent plus souvent de cette manière; en effet, environ le quart des réseaux axés sur les TIC (23 %), sur la politique sociale (25 %) et sur la politique économique (24 %) communiquent quotidiennement par le truchement de moyens électroniques.

Les réseaux axés sur la politique sociale sont ceux qui communiquent le plus : 13 % d'entre eux communiquent au moins une fois par mois par le truchement des trois modes de communication.

Un plus grand nombre de réseaux axés sur la politique économique (58 %) que de réseaux axés sur les TIC (31 %), sur la GRN (37%) et sur la politique sociale (34 %) déclarent qu'absolument rien ne fait obstacle à la communication entre leurs membres.

PERFECTIONNEMENT DES COMPÉTENCES : UNE AMÉLIORATION GÉNÉRALE

Le sondage s'est intéressé aux répercussions de l'appartenance au réseau sur 10 compétences individuelles différentes. Un pourcentage plus élevé de réseaux de GRN (88 %) que de réseaux axés sur la politique sociale (73 %) fait état d'un impact important ou modéré sur les compétences liées au leadership. Par ailleurs, les réseaux axés sur les TIC (52 %) et la GRN (51 %) sont plus nombreux que les réseaux axés sur la politique sociale (33 %) à déclarer que la participation au réseau avait contribué aux compétences techniques et en informatique.

La majorité des coordonnateurs de réseaux axés sur la politique économique (87 %) sont très satisfaits de l'impact qu'a eu le réseau sur leur carrière. Par contre, 66 % des coordonnateurs de réseaux axés sur les TIC et 68 % des coordonnateurs de réseaux de GRN font état d'un tel degré de satisfaction.

De nombreux coordonnateurs déclarent que le réseautage proprement dit est la caractéristique des réseaux qui a l'impact le plus important sur leur organisme d'hébergement. Par ailleurs, un pourcentage plus élevé de réseaux axés sur la politique économique (23 %) et sur la politique sociale (22 %) que de réseaux axés sur les TIC (7 %) déclarent que la visibilité accrue que confère le réseau a eu un impact positif sur leur organisme.

Le degré de satisfaction à l'égard de l'impact du réseau sur l'organisme d'hébergement est très élevé. Un plus grand nombre de réseaux axés sur la politique sociale (74 %) que de réseaux de GRN (55 %) se disent très satisfaits de cet impact.

Les réseaux axés sur la politique économique (86 %) sont plus enclins que les réseaux axés sur la politique sociale (70 %) et sur les TIC (64 %) à faire état d'une amélioration de la qualité des recherches effectuées par leurs membres du fait de leur appartenance au réseau. L'examen du degré de cette influence révèle que les réseaux axés sur la politique

économique (45 %) et sur les TIC (46 %) sont plus nombreux que les réseaux axés sur la politique sociale (21 %) à déclarer que la qualité des recherches s'est grandement améliorée, ces derniers étant davantage enclins à dire qu'elle s'était passablement améliorée.

DES OBJECTIFS AUX RÉALISATIONS

Les réseaux axés sur la politique économique (90 %) sont plus nombreux que les réseaux axés sur les TIC (72 %) à dire mentionner comme objectifs l'influence sur les politiques et les actions de plaidoyer. Les réseaux axés sur la politique économique (91 %) sont également les plus nombreux à dire que le renforcement de la capacité de recherche de leurs membres constitue l'un de leurs objectifs; ce n'est le cas que de 65 % des réseaux axés sur les TIC, de 73 % des réseaux de GRN et de 75 % des réseaux axés sur la politique sociale. Par ailleurs, l'amélioration de la qualité de la recherche disponible dans la région (par opposition à la recherche à la disposition des membres des réseaux) est davantage mentionnée par les réseaux axés sur la politique économique (74 %), sur la politique sociale (65 %) et sur la GRN (59 %) que par les réseaux axés sur les TIC (37%).

Cinquante-huit pour cent de tous les réseaux visés par le sondage ont dit avoir très bien réussi à atteindre leurs objectifs. La ventilation selon les domaines révèle que 69 % des réseaux axés sur la politique économique considèrent avoir très bien réussi; les réseaux axés sur les TIC (50 % d'entre eux) sont les moins nombreux à faire état d'un tel degré de réussite.

INFLUENCE SUR LES POLITIQUES : UN BEL ÉQUILIBRE

Les réseaux *avaient l'intention* d'avoir une influence sur les politiques, à divers égards : élargir les connaissances à la disposition des décideurs, renforcer la capacité des chercheurs d'effectuer des recherches pertinentes sur le plan des politiques, ou influencer directement les politiques, les lois et les structures gouvernementales. L'unique différence significative à découler de l'examen des différents domaines réside dans le fait que les réseaux axés sur les TIC (47 %) sont moins nombreux que les réseaux axés sur la politique sociale (70 %) et sur la politique économique (85 %) à déclarer avoir l'intention de renforcer la capacité de leurs membres d'effectuer des recherches pertinentes sur le plan des politiques.

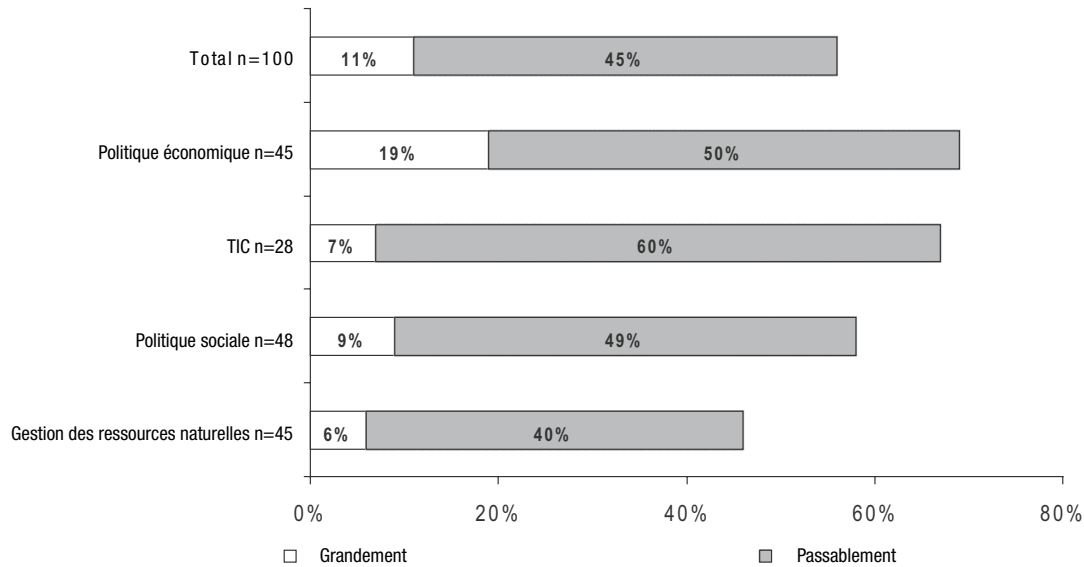
Mais en bout de ligne, les réseaux de recherche ont-ils vraiment une influence sur les politiques publiques ? De nombreux réseaux déclarent influencer les politiques de différentes manières et à différents degrés. Toutefois, l'influence exercée semble sensiblement la même pour les différents domaines. Le graphique ci-dessous illustre cette constatation.

Renforcement des capacités

Les réseaux de tous les domaines déclarent contribuer considérablement à renforcer la capacité de recherche de leurs membres. Toutefois, les réseaux axés sur la politique économique et les réseaux de GRN sont respectivement les plus nombreux et les moins nombreux à mentionner ce résultat (ces données ne figurent pas dans le graphique, mais 41 % des réseaux de GRN font état d'un léger impact ou d'aucun impact).

Mesure dans laquelle le réseau a réussi à renforcer la capacité de recherche

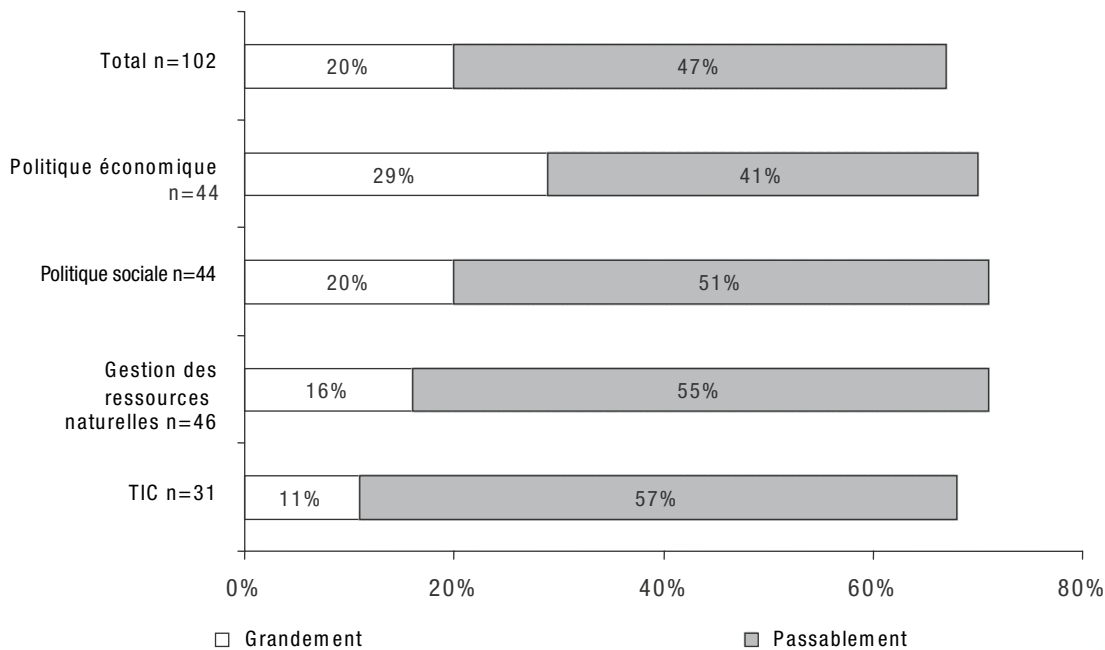
Ventilation selon les domaines



Accroissement des connaissances

Comme l'indique le graphique, le pourcentage de réseaux qui déclarent réussir à accroître les connaissances et à élargir les perspectives des décideurs est sensiblement le même dans les quatre domaines. Grosso modo, sept réseaux sur dix dans chacun des domaines de programme disent y parvenir. Il convient cependant de noter que près de trois réseaux axés sur la politique économique sur dix disent y avoir grandement réussi, tandis que c'est uniquement le cas d'un réseau de TIC sur dix.

Mesure dans laquelle le réseau a réussi à accroître les connaissances et à élargir les perspectives des décideurs – Ventilation selon les domaines



INFLUENCE SUR LES POLITIQUES, LES PROGRAMMES ET LES LOIS

Dans l'ensemble, entre 45 et 50 % des réseaux de chacun des domaines disent réussir à influencer les politiques à divers degrés. Les réseaux axés sur la politique économique sont cependant les plus nombreux à faire état d'une grande influence.

Mesure dans laquelle le réseau a influencé les politiques, les lois et les programmes
Ventilation selon les domaines

